

09/12/2014 16:30:00

Appel des artistes contre l'"effritement du réseau culturel" en France

PARIS, 9 déc 2014 (AFP) - Plusieurs dizaines d'artistes français doivent lancer mercredi au Théâtre de la Colline à Paris un "appel collectif et solennel" à tous les élus et au gouvernement pour le maintien du réseau culturel en France dont ils constatent "l'effritement déjà visible".

Parmi les signataires de cet appel lancé par le Syndeac (Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles), figurent de grands noms du théâtre et du cinéma comme Mathieu Amalric, Emmanuelle Béart, Denis Podalydès, de nombreux acteurs de la Comédie-Française dont son administrateur Eric Ruf, des metteurs en scène de premier plan (Jean-Pierre Vincent, Ariane Mnouchkine, Stéphane Braunschweig) et directeurs de théâtres comme Jean-Michel Ribes (Rond-Point).

"A l'heure où le populisme grandit, où le divertissement se substitue à la culture et où trop de responsables politiques semblent abandonner le défi de l'émancipation humaine, il n'est plus possible de se taire", indique le texte de l'appel.

"Le budget consacré par la Nation à la culture n'a pas cessé de baisser en euros constants", déplore le Syndeac, qui dénonce aussi des atteintes à la liberté de création.

Ainsi, l'Etat s'est engagé à stabiliser le budget de la culture sur trois ans, mais vient d'imposer un gel de 8% aux crédits d'intervention du ministère de la Culture, comme à l'ensemble des ministères.

Contraint de présenter un budget amputé de 302.000 euros, le Festival d'Avignon a annoncé qu'il envisageait de réduire de deux jours sa programmation et de ne pas ouvrir un de ses lieux emblématiques, la Carrière de Boulbon.

Le gouvernement a aussi baissé ses dotations aux collectivités, ce qui les conduit à couper dans leurs dépenses culturelles. Deux orchestres d'envergure internationale, Les Musiciens du Louvre à Grenoble et Les Arts Florissants à Caen, ont vu remise en cause la convention qui les liait à la ville.

La réforme territoriale, qui va chambouler l'équilibre des financements croisés Etat-Villes-Régions-Départements, est également une source d'inquiétude pour le monde de la culture. "Le gouvernement révisé ses propres missions et lance une nouvelle organisation des territoires, sans aucun projet concerté pour la culture", souligne le Syndeac.

Dans plusieurs villes, l'alternance politique a conduit des élus à retirer leur confiance aux équipes qui géraient les lieux de spectacle, des décisions dont le Syndeac s'est ému. Comme au Blanc Mesnil, où le directeur Xavier Croci s'est vu reprocher une programmation "élitiste". A Roanne, le directeur du théâtre Abdelwaheb Sefsaf avait aussi été limogé brutalement par la municipalité.

Outre l'appel, une lettre ouverte à la ministre de la Culture Fleur Pellerin doit être rendue publique mercredi.

mpf/na/ide